

PARIS, le 17 JANVIER 1990

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Direction générale de l'administration  
et de la fonction publique

FP/7 N° 1736

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DU BUDGET

Direction du budget  
Bureau 2 C

N° 4

Le ministre d'Etat,  
ministre de la fonction publique  
et des réformes administratives

et

Le ministre délégué auprès du ministre de  
l'économie, des finances et du budget  
chargé du budget

■  
à

Mesdames et Messieurs les ministres  
et secrétaires d'Etat  
Direction chargée du personnel

OBJET primes informatiques.

Les dispositions applicables aux primes informatiques ont été  
modifiées par le décret n° 89-558 du 11 août 1989 publié au Journal  
officiel du 12 août 1989.

Il est rappelé que ce texte a apporté les modifications  
suivantes

.../...

- assouplissement de la condition de niveau hiérarchique maxim m, reconnu compatible avec le niveau des fonctions informatiques **exercées,**

- maintien, sans limitation de durée, de la prime afférente au dernier échelon, en lieu et place de l'indemnité dégressive, prévue par le décret n° 80-948 du 28 novembre 1980,

- amélioration des taux de la prime de fonctions des agents de traitement,

intégration de la prime provisoire -fixée en valeur absolue- dans la prime de fonctions qui est indexée sur la valeur du traitement brut afférent à l'indice 585 brut et qui constitue désormais la prime unique versée à tous les informaticiens.

\*

\*            \*

La présente circulaire a pour principal objet d'apporter certaines précisions concernant les conditions d'application des dispositions relatives à l'intégration de la prime provisoire dans la prime de fonctions.

..

..            \*

Le montant de la prime provisoire a été converti en dix millièmes du traitement brut annuel afférent à l'indice 585 brut.

Le nombre de ces dix millièmes a été ajouté à celui pris en compte pour fixer le montant de la prime de fonctions.

En conséquence, la prime provisoire n'est plus servie et la modulation applicable à la prime de fonctions s'applique désormais à la partie de cette prime correspondant à la prime provisoire ainsi intégrée •

L'article 8 du décret prévoit que les droits des fonctionnaires à la prime de fonctions sont révisés, compte tenu des dispositions nouvelles, avec effet du 1er novembre 1988.

Il est précisé que les dispositions de cet article ne doivent être effectivement mises en vigueur qu'à compter du 1er septembre 1989 pour ce qui concerne les conséquences de l'intégration de la prime provisoire dans le cas des agents dont la prime de fonctions est affectée d'une modulation négative.

En conséquence, pour ces agents, la distinction antérieure entre prime provisoire et prime de fonctions est maintenue jusqu'au 31 août 1989.

Le ministre délégué auprès  
du ministre d'Etat, ministre  
de l'économie, des finances  
et du budget, chargé du  
budget,

**I"Qur le Ministre et pe< dé**  
**Le Directeur du Budget**

Par em (l(ene ne et du Dire teUt du llodget

**O,::u**

Le ministre d'Etat, ministre de la  
fonction publique et des réformes  
administratives,

**Pour la Minist- c ::i.VI,**

**et p8'f d<)i q::t/cn**

**du directeur général de**

**Par em chemerrt .... le fonction pubhque**  
**l'actmm•stfflt'0!1 et ...**

**e-v\_r\_**

**Didier BARGAS**

"Chrtstopl'le **BLANCHARD-DIGNAC**